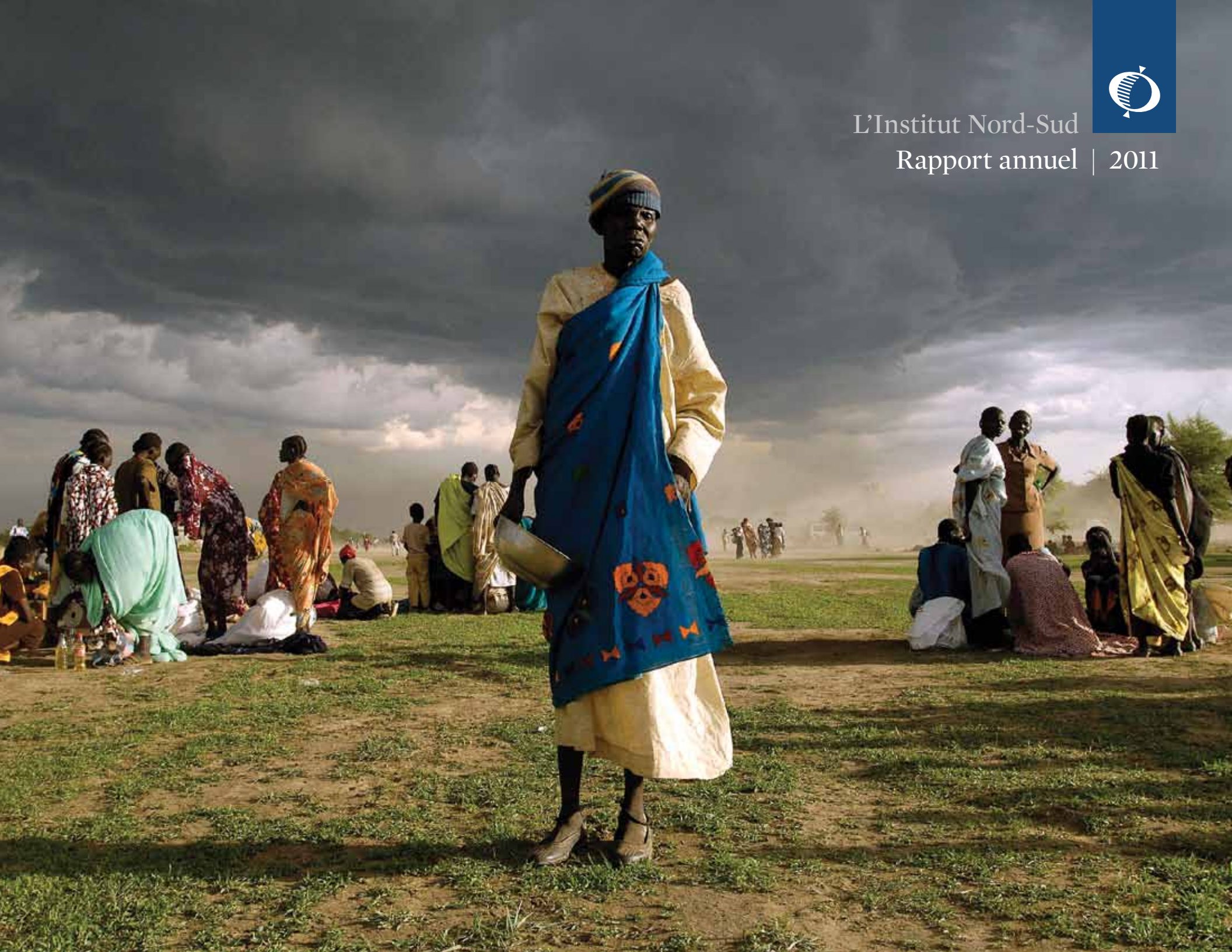




L'Institut Nord-Sud
Rapport annuel | 2011





Couverture: NU photo – Tim McKulka – Soudan - 21 mai 2008

L'Institut Nord-Sud (INS) est l'un des principaux groupes de réflexion indépendant du Canada qui se consacre à des recherches et analyses permettant d'alléger la pauvreté, de favoriser la justice sociale et de promouvoir le progrès économique dans le monde en développement. Depuis plus de 30 ans, nous entretenons des partenariats avec des agents de terrain, des universitaires et autres analystes de pays en développement, avançons des conclusions et proposons des solutions qui appuient notre vision d'une recherche pour un monde plus juste.

Table des matières

05	Message de la présidente du conseil d'administration
06	Message du président
07	Conseil d'administration
08	Équipe de l'INS
11	L'Institut Nord-Sud
12	Travail décent et flux mondiaux
14	Gouvernance pour une croissance équitable
16	États fragiles et touchés par le conflit
18	Gouvernance des ressources naturelles
20	Rapport canadien sur le développement
23	Renseignements financiers
25	Financement

Message de la présidente



Arpi Hamalian

PRÉSIDENTE
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Conformément à ses obligations de surveillance de la santé financière et du plan stratégique de l'Institut Nord-Sud, le conseil d'administration a continué à travailler en étroite collaboration avec les dirigeants sur des projets de recherche solides visant à informer des décisions stratégiques en phase avec les valeurs et les priorités canadiennes et avec la vision d'avenir qui guide l'INS depuis 35 ans. Le travail thématique de l'Institut est présenté dans les pages suivantes et correspond de près au plan stratégique. Je suis heureuse de pouvoir dire que la direction et le personnel se sont montrés à la hauteur des nouveaux défis de recherche sur fond de changements constants, d'accélération de la mondialisation et autres nouveaux facteurs avec lesquels le Nord et le Sud doivent composer aujourd'hui.

En 2011, le conseil d'administration a créé un nouveau comité permanent, le Comité du plan stratégique. Il est important de continuellement évaluer les priorités pour la recherche si l'on veut que l'INS reste fidèle à sa mission. Je suis heureuse de pouvoir dire que l'engagement des membres du conseil d'administration, le personnel de recherche jeune et renouvelé et la nouvelle structure opérationnelle mise en place par la direction pour affecter stratégiquement les ressources de l'INS ont créé les conditions nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Les recherches et les recommandations stratégiques de l'Institut continuent d'être reconnues par le milieu de la recherche, au Canada comme à l'étranger, et par les responsables des politiques dans des postes de leadership dans le réseau mondial de développement.

Le Comité de financement, au sein du conseil d'administration, a pour mission de « collecter des amis » afin d'améliorer et de diversifier nos efforts de collecte de fonds. Avec la reconnaissance grandissante des recherches novatrices et des conseils stratégiques solides de l'INS, nous ressentons plus intensément la nécessité d'assurer son financement. Nous sommes très reconnaissants à nos bailleurs de fonds traditionnels, l'ACDI et le CRDI, qui continuent à nous soutenir et nous savons que la visibilité accrue du travail de l'Institut, grâce aux nouveaux partenariats avec des chercheurs, des instituts et des groupes de réflexion, donne une image positive des priorités canadiennes en termes de politiques de développement.

Un nouveau comité de travail du conseil d'administration examine la composition du conseil en vue de maximiser son efficacité et de faire des économies en réduisant le nombre de directeurs et directrices tout en préservant la diversité de ses membres tous qualifiés. Le comité devrait avoir fini ce travail d'ici la fin de 2012.

Je me joins à tout le monde dans les réseaux de l'INS pour remercier tous nos directeurs, passés et actuels, ainsi que l'équipe de gestion et le personnel pour leur engagement, leur sagesse et leur dévouement sans faille en 2011 et comme toujours. Remercions tout particulièrement le président sortant du conseil d'administration, Gil Winham, de l'Université Dalhousie

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Arpi Hamalian'. The signature is fluid and cursive, with a large initial 'A'.

Message du président



Joseph K. Ingram

PRÉSIDENT ET DG

2011 a été une année critique pour l'Institut Nord-Sud. Au terme des 15 premiers mois de mon mandat comme président, quand j'y réfléchis, je peux dire fièrement que ça a été une année de transition majeure où nous avons tiré des enseignements de notre expérience. Nous avons élaboré et mis en œuvre une nouvelle orientation stratégique qui a nécessité des changements importants au niveau de la dotation en personnel et la nomination d'un nouveau vice-président et directeur des opérations, Rodney Schmidt. Et pour nous donner les moyens de soutenir cette nouvelle orientation, nous avons réduit nos frais pour avoir moins de frais généraux et nous adapter à une nouvelle réalité financière, en ces temps où les fonds pour la recherche sur le développement sont rares du fait de la politique gouvernementale d'austérité. Avec moins de ressources et plus de concurrence pour obtenir du financement, nous nous sommes efforcés de continuer à améliorer la qualité de nos recherches et de maximiser leur incidence. Et nos efforts acharnés ont été fructueux. Non seulement nous avons été invités à participer aux politiques canadiennes et internationales mais on nous a aussi souvent sollicités pour nos services de recherche.

L'un des grands axes de l'Institut Nord-Sud était la diversification de nos sources de financement. Nous avons été proactifs et avons cultivé nos relations avec des bailleurs de fonds potentiels, y compris des gouvernements provinciaux et étrangers, des corporations, des fondations et des particuliers fortunés. Il faudra du temps pour consolider ces relations mais de nouveaux partenariats mondiaux sont en train d'être formalisés qui nous permettront sans doute d'accéder à de nouvelles ressources financières à l'avenir. Nos efforts bénéficieront certainement de nos nombreuses réussites en 2011, réussites dont le personnel de l'INS peut être fier.

Citons par exemple la réussite formidable du Forum d'Ottawa de l'INS de 2011 lors duquel certains des plus grands praticiens mondiaux du développement se sont réunis pour se pencher sur les façons dont les responsables des politiques et la société civile pourrait aborder « le futur de la coopération multilatérale pour le développement dans un ordre mondial en évolution » et la publication, par la suite, de notre rapport phare sur la question. Une présentation au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à l'occasion du 25e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement des Nations Unies, des invitations pour prendre la parole devant le parlement allemand et à une commission de haut niveau commanditée par la France sur le projet de taxe sur les opérations financières et une invitation du ministre coréen des Affaires étrangères à participer au 4e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide en décembre 2011 – quelques signes que les efforts de l'INS pour améliorer son image de marque et diffuser ses recherches ont porté fruit.

Si nous avons raison de nous réjouir des progrès accomplis cette dernière année, il nous reste des défis majeurs à relever et nous avons l'intention de tirer parti sans attendre de nos réussites récentes au cours de l'année qui vient. Nous devons continuer de nous concentrer sur l'amélioration de notre réputation au Canada et dans le monde et d'exploiter ce que nous avons fait jusqu'à maintenant pour diversifier et multiplier nos sources de soutien financier.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JK Ingram', written in a cursive style.

Conseil d'administration

Arpi Hamalian

Présidente
(à compter de mai 2011)
Vice-présidente
(jusqu'à mai 2011)
Professeure agrégée
Département de l'éducation
Université Concordia
Montréal, Canada

Gilbert R. Winham

Président
(jusqu'à mai 2011)
Ancien président
(à compter de mai 2011)
Professeur émérite
Université Dalhousie
Halifax, Canada

Colin Cooke

Vice-président
(à compter de mai 2011)
Éditeur, Giving Magazine
Spécialiste des affaires
financières
Ottawa, Canada

Ron Salole

Trésorier
Vice-président, Normes
Institut Canadien des
Comptables Agréés
Toronto, Canada

Joseph K. Ingram

De par ses fonctions
Président et directeur général
L'Institut Nord-Sud
Ottawa, Canada

José Aylwin

Co-directeur
Observatorio Ciudadano
Temuco, Chile

Omer Chouinard

(jusqu'à mai 2011)
Professeur, Département
de sociologie et d'Études
de l'environnement
Université de Moncton
Moncton, Canada

Anyle Coté

Agente de développement,
Économie sociale
Conférence régionale des
élus de Montréal (CRÉ)
Montréal, Canada

George Davies

Directeur, Hydro Cluster
Centre for Inclusive Growth
Kathmandu, Nepal

Madelaine Drohan

(jusqu'à mai 2011)
Journaliste et auteure
Ottawa, Canada

François

Gérin-Lajoie

Président
La Fondation
Paul Gérin-Lajoie
Montréal, Canada

Lucy Grossmann- Hensel

(jusqu'à mai 2011)
Ottawa, Canada

E. N. (Nick) Hare

Ancien secrétaire général
adjoint du Commonwealth
(coopération de développement)
Ottawa, Canada

Janet Keeping

(jusqu'à fev 2011)
Présidente
Sheldon Chumir Foundation
for Ethics in Leadership
Calgary, Canada

Danika Billie

Littlechild
Avocate
Littlechild Law Office
Hobbema, Canada

Thandika

Mkandawire

Professeure,
Développement africain
London School of Economics
Londres, Royaume-uni

Bruce Moore

Président
Institute for Active Citizenship
Ottawa, Canada

David Morrison

(jusqu'à nov 2011)
Consultant international
Strathmor Group
Charlottetown, Canada

José Antonio

Ocampo

Professeur, School
of International and
Public Affairs
Membre, Committee on
Global Thought at
Columbia University
Columbia University
New York, États-Unis

Jyoti Parikh

Directrice executive
Integrated Research and
Action for Development
(IRADe)
New Delhi, Inde

John G. Williams

Fondateur et le
directeur général
Global Organization of
Parliamentarians Against
Corruption (GOPAC)
Morinville, Canada

L'équipe de l'Institut Nord-Sud

HAUTE DIRECTION

Joseph K. Ingram
Président et directeur général

Rodney Schmidt
Vice-président et directeur
des opérations

Diane Guèvremont
Directrice de finances
et de l'administration

ÉQUIPE DE CHERCHEURS

Jenny Becker
Chercheuse

Hany Besada
Chercheur principal

Aniket Bhushan
Chercheur

David Gillies
Chercheur principal
(jusqu'à juillet 2011)

Pablo Heidrich
Chercheur principal

Kate Higgins
Chercheuse principale
(à compter d'avril 2011)

Shannon Kindornay
Chercheuse

Daniel Poon
Chercheur
(à compter de mars 2011)

Rudi Robinson
Chercheur principal
(jusqu'à août 2011)

Jennifer Salahub
Chercheuse principale

Shishir Shahnawaz
Chercheur
(à compter de novembre 2011)

Meaghen Simms
Chercheuse
(jusqu'à octobre 2011)

Viviane Weitzner
Chercheuse principale

PERSONNEL OPÉRATIONNEL

Kathy Chen
Comptable et agente
d'administration

Elizabeth Last
Assistante exécutive du président

Karine Leblanc
Agente des communications

Roderick Macdonald
Directeur des communications

Jane Maxwell
Agente principale des levées
de fonds (jusqu'à juillet 2011)

Diane Pichette
Adjointe administrative

Suzanne Rose
Agente d'informations

Dina Shadid
Gérante des informations
et des événements

LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE ÉMÉRITES

Olu Ajakaiye

Heather Baser

Jacqueline Best

James Bond

Stephen Brown

Roy Culpeper

Cheshmak

Farhoumand-Sims

Isabelle Fortin

Heather Gibb

Pierre Jacquemont

Olaf Juergensen

Andrew Kantner

Danny Leipziger

Alastair McKechnie

Richard Newfarmer

Caroline Pestieau

Yiagadeesen (Teddy) Samy

Timothy M. Shaw

John Sinclair





L'Institut Nord-Sud

L'Institut Nord-Sud est le plus ancien organisme de recherche stratégique indépendant au Canada spécialisé dans le développement international. Notre mandat est de cibler les politiques et les pratiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités mondiales tout en contribuant à la création d'une collectivité mondiale plus stable et plus prospère.

Nous cherchons à atteindre l'objectif général de réduction de la pauvreté et des inégalités mondiales en mettant l'accent sur quatre domaines thématiques :

- le travail décent et les flux mondiaux ;
- la gouvernance pour une croissance équitable ;
- les états fragiles et touchés par un conflit ;
- la gouvernance des ressources naturelles.

Bien que nos recherches n'excluent pas les pays à revenu intermédiaire, elles portent davantage sur les pays à revenu relativement faible, surtout ceux de l'Afrique subsaharienne. Leurs besoins sont plus grands, leurs capacités sont moindres, et les risques auxquels ils sont exposés sont possiblement plus importants. Nous mènerons de plus en plus de recherches avec des partenaires dans les économies émergentes qui ont des leçons précieuses à nous apprendre, ce qui aidera à accélérer les transferts Sud-Sud de connaissances et de solutions politiques.

Deux thèmes seront repris dans tous nos travaux : l'égalité des sexes et la durabilité de l'environnement.

Le monde a changé et l'Institut Nord-Sud emboîte le pas, sans abandonner la vision que nous cherchons à atteindre depuis 35 ans. Notre mission demeure de mener des recherches qui orienteront les décideurs dans leurs recherches pour une aide et des politiques de développement plus efficaces, et pour réduire la pauvreté, les inégalités mondiales et leurs conséquences.

Travail décent et flux mondiaux

Les flux mondiaux sans précédent de biens, de services, d'argent et de personnes (un phénomène connu sous le nom de mondialisation) changent complètement notre mode de vie. Le commerce international, l'investissement direct, l'aide étrangère et l'immigration modifient non seulement les prix et la composition des biens et services que nous consommons, mais également la nature même de notre participation individuelle à nos économies locale, nationale et internationale.

Le programme Travail décent et flux mondiaux porte principalement sur la façon dont la mondialisation modifie notre participation à l'économie mondiale, surtout notre façon de travailler ou les tâches de notre emploi.

Dans le prolongement de travaux antérieurs sur la gouvernance de l'aide, Shannon Kindornay, chercheuse à l'INS, a publié une série de documents de travail et de mémoires sur les débats actuels sur la transparence, l'efficacité et l'architecture de l'aide ainsi qu'une évaluation de sa participation au 4e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Busan, 2011). Pablo Heidrich, chercheur principal à l'INS, a produit une série de documents de politiques sur les façons dont l'aide canadienne pourrait contribuer au développement en Amérique latine – sécurité alimentaire, croissance durable et emploi productif – en s'appuyant sur une somme importante

de consultations et de travail sur le terrain dans la région. Il a aussi fait des recherches sur la gouvernance multilatérale du commerce international et ses travaux seront présentés en 2012 au Forum public de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève en 2012.

L'INS s'est aussi intéressé en priorité aux flux mondiaux et à l'Asie. Des recherches, financées par la Direction du développement et de la coopération en Suisse, ont été faites sur le programme de coopération pour l'avenir en Asie dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'emploi et du changement climatique. Daniel Poon, chercheur à l'INS, a aussi publié une série de travaux sur les rapports de plus en plus étroits entre la Chine et le Canada et les effets possibles sur les investissements et l'emploi.

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Pablo Heidrich

Chercheur principal et chef de thème

Shannon Kindornay

Chercheuse

Daniel Poon

Chercheur (à compter de mars 2011)

Réalisations

NOTES D'ANALYSE

Pablo Heidrich

« Food Security in Latin America: Short-term Responses to the Global Food Crisis », 2011.

Pablo Heidrich

« Global Production Chains in Latin America: Challenges for Inclusive and Sustainable Growth », 2011.

Pablo Heidrich

« Trade and Inclusive Growth in Latin America: Compensatory Policies for Trade Liberalization », 2011.

Shannon Kindornay

« A New Agenda for Development Assistance: From Aid to Development Effectiveness », 2011.

Daniel Poon

« Canada-China Economic Relations: Beyond Petroleum », 2011.

ARTICLES D'OPINION

Joseph K. Ingram et Daniel Poon

« Smarter trade for a stronger Canada », National Post, 27 décembre 2011.

ARTICLES

Lama Hammad et Bill Morton

« Greater influence, greater responsibility: Are INGOS' self-regulatory accountability standards effective? », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Pablo Heidrich et Daniel Poon

« The Asian century: Opportunities and challenges for low income countries for 2011-2020 », pour la Direction du développement et de la coopération de Suisse, Ottawa, 2011.

Shannon Kindornay

« From aid to development effectiveness: A working paper », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Shannon Kindornay,

« HLF4 and the future of the international aid architecture », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Daniel Poon

« Canada-China economic relations – Beyond petroleum », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

COMMUNICATIONS

Pablo Heidrich

« The future of international trade and development: What role for multilateralism? », communication présentée à la conférence de l'INS sur « Le futur de la coopération multilatérale pour le développement dans un ordre mondial en évolution », Ottawa, juin 2011.

Shannon Kindornay et James Ron

« The rights-based approach to development: Implications for civil society », communication présentée à la Convention annuelle de l'International Studies Association intitulée « Global Governance: Political Authority in Transition », Montréal, mars 2011.

Shannon Kindornay

« HLF4 and the future of the international aid architecture », communication présentée à « Busan: A New Architecture for Development Cooperation? », Ottawa, novembre 2011.

Shannon Kindornay

« Implications of development effectiveness for Canada », communication présentée à la conférence annuelle du Regroupement des consultants canadiens en développement international intitulée « Développer l'avenir », Ottawa, mai 2011.

Gouvernance pour une croissance équitable

Depuis une dizaine d'années, de nombreux pays connaissent une croissance continue et franchissent le seuil du revenu intermédiaire, voire le dépassent. Malgré cela, on trouve encore des niveaux de pauvreté élevés et inacceptables dans beaucoup d'endroits du monde en développement et, au sein des pays et entre eux, les inégalités perdurent ou s'aggravent.

Cette situation présente des défis inédits pour les politiques publiques et donne le contexte du programme de l'INS Gouvernance pour une croissance équitable. Au moyen d'approches multidisciplinaires et axées sur les politiques, nous nous penchons sur ces enjeux et essayons de trouver des politiques pratiques pour s'attaquer aux problèmes aux niveaux mondial, national et local et soutenir des schémas de croissance et de développement continus et plus équitables. Nos recherches et nos analyses des politiques se font dans le cadre de partenariats avec des gouvernements, des établissements de recherche et la société civile, au Canada et au-delà.

L'un des moments marquants du programme en 2011 a été la visibilité et l'impact qu'a eu le travail de Rodney Schmidt, vice-président et directeur des opérations à l'INS, sur la taxe sur les transactions financières. Les recherches menées par M. Schmidt et Aniket Bhushan, chercheur à l'INS, sur la faisabilité et les incidences d'une taxe sur les transactions financières et son utilisation ont été commanditées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ont eu droit de cité dans les conclusions et recommandations sur les politiques du Rapport mondial sur le développement humain du PNUD en 2011, « Sustainability and Equity: A Better Future for All ». Ces travaux ont également été présentés dans un article du Globe and Mail et au lancement canadien du Rapport mondial sur le développement humain au Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Le programme a continué de diffuser les conclusions et les résultats des recherches du projet fort réussi sur la Mobilisation des ressources nationales en Afrique subsaharienne. Aniket Bhushan et Yiagadeesen Samy, associé de recherche émérite de l'INS, ont affiné leurs recherches sur le rôle de la collectivité des bailleurs de fonds dans mobilisation accrue des ressources nationales et M. Bhushan a publié un article d'opinion sur l'aide et la taxation dans The Mark.

Mettant à profit l'expertise de l'INS dans les domaines du commerce et de la pauvreté, le programme, en partenariat avec l'Overseas Development Institute (ODI) au Royaume-Uni, a étudié le changement du seuil de gradation dans le Système généralisé de préférences (SGP) de l'Union européenne, en s'intéressant plus particulièrement à l'incidence sur la pauvreté des changements envisagés. Les résultats de ces recherches ont été bien reçus au R.-U. et ont également été présentés à la Commission européenne à Bruxelles. Kate Higgins, chercheuse principale à l'INS s'est vue demander de contribuer aux travaux de la Banque mondiale sur le commerce, la compétitivité des exportations et au genre en faisant de la recherche et de l'analyse.

Le programme Gouvernance pour une croissance équitable a aussi fait des progrès importants en élaborant la Plateforme canadienne de développement international, avec des données et de l'analyse sur les relations du Canada avec le monde en développement (cidpnsi.ca).

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Rodney Schmidt

Vice-président et directeur des opérations

Kate Higgins

Chercheuse principale et chef de thème
(à compter de mai 2011)

Aniket Bhushan

Chercheur

Rudi Robinson

Chercheur principal (jusqu'à septembre 2011)

Réalisations

ARTICLES D'OPINION

Aniket Bhushan

« Stretching foreign aid dollars »,
The Mark, 23 juillet 2011.

Campbell Clark

« The Canadian behind the new Robin Hood tax »,
Globe and Mail, 7 novembre 2011.

ARTICLES

K. Bird et K. Higgins avec Aniket Bhushan, Daniel Poon, Umut Riza Ozjan et John Harmen-Valk

« Changing the graduation threshold in the
Generalised System of Preferences (GSP) trade
scheme: evaluating poverty impacts », rapport
commandité par le Department for International
Development (Londres), L'Institut Nord-Sud (Ottawa)/
The Overseas Development Institute (Londres),
octobre 2011.

Aniket Bhushan et Yiagadeesen Samy

« Enhancing domestic resource mobilization for
effective development: Role of donor community »,
L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Rodney Schmidt et Aniket Bhushan

« The Current Transactions Tax: Feasibility,
revenue estimates and potential use of revenues »,
Human Development Research Paper, Programme
des Nations Unies pour le développement, New York,
septembre 2011.

COMMUNICATIONS

Rodney Schmidt

« The Currency Transactions Tax and the 2011
Human Development Report », communication
présentée lors du lancement canadien du Rapport
mondial sur le développement humain du PNUD
au CRDI, Ottawa, novembre 2011.

Aniket Bhushan

« The Canadian International Development
Platform », communication présentée à l'ACDI,
mai 2011.

Aniket Bhushan

« The Canadian International Development
Platform », communication présentée au MAECI,
juin 2011.

Aniket Bhushan

« The Canadian International Development
Platform », communication présentée au Bureau
du vérificateur général, octobre 2011.

États fragiles et touchés par le conflit

Plus d'un milliard de personnes vivent dans des États fragiles et touchés par un conflit. Aucun État fragile n'atteindra un objectif du Millénaire pour le développement d'ici la date cible en 2015. Sur les 30 pays qui ont les pires taux de mortalité maternelle – l'un des indicateurs de développement les plus fiables – 22 sont considérés comme des États fragiles et beaucoup ont récemment connu un conflit armé.¹ Ces États ont des institutions de gouvernance faibles et leur instabilité persistante est une menace pour la paix et la sécurité de leurs habitants, de leurs voisins et de la communauté mondiale.

Le programme de l'INS sur Les États fragiles et touchés par un conflit est à la fine pointe de la recherche sur ces sujets. Nous travaillons avec des chercheurs locaux dans les pays en développement pour produire de nouvelles connaissances, appliquer des analyses rigoureuses et générer des possibilités de politiques novatrices pour le Canada comme pour les pays développés et en développement. En 2011, nos travaux se sont organisés autour de deux axes, Sécurité et développement, et Gouvernance et résilience des États, ce qui nous a permis de continuer à travailler sur la réforme du système de la sécurité (RSS) et sur la dynamique des élections et des conflits.

Les recherches sur la RSS ont porté principalement sur les dimensions liées au genre de la réforme du maintien de l'ordre et de la police. Nous avons publié un petit livre intitulé « African Women on the Thin Blue Line: Gender-Sensitive Police Reform in Liberia and Southern Sudan » dont Serin Salahum était l'éditrice. On y trouve les résultats de recherche et les orientations stratégiques d'un projet sur un an destiné à comprendre le rôle des policières et la perspective de genre dans la réforme de la police dans

deux pays touchés par des conflits. Dans le cadre d'un nouveau projet, La liberté par l'association, nous nous sommes interrogés sur la façon dont les associations de femmes policières contribuent aux processus démocratiques de réforme de la police en Afrique de l'Ouest. Des recherches au Ghana, au Libéria et en Sierra Leone ont cerné des domaines dans lesquels les associations soutiennent leurs membres et d'autres dans lesquels elles pourraient être plus actives pour promouvoir la réforme de la police. Les résultats finaux et les recommandations pour les politiques seront partagés tout au long de 2012.

Nos travaux sur les défis associés à la tenue d'élections dans des endroits touchés par un conflit et les risques qui y sont associés lorsque la paix est fragile se sont poursuivis tout au long de 2011. Le point culminant de ces travaux a été la publication du livre « Elections in Dangerous Places: Democracy and the Paradoxes of Peacebuilding » dont David Gillies est l'éditeur. Son lancement officiel a eu lieu au siège de la Dotation Carnegie à Washington, D.C. et il sera lancé au Canada début 2012.

¹ Organisation mondiale de la santé. Maternal Health: Maternal Mortality 2010, http://gamapserv.who.int/gho/interactive_charts/mdg5_mm/atlas.html, 2010, et Foreign Policy, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/21/2010_failed_states_index_interactive_map_and_rankings, 2010.

ÉQUIPE DE RECHERCHE

David Gillies

Chercheur principal (jusqu'en juillet 2011)

Jennifer Erin Salahub

Chercheuse principale et chef de thème (depuis septembre 2011)

Jenny Becker

Chercheuse

Réalisations

ARTICLES

Stephen Baranyi and Jennifer Erin Salahub

« Police reform and democratic development in lower-profile fragile states », *Canadian Journal of Development Studies*, 32.1, mars 2011, p. 48-63.

David Gillies

« Uneasy neighbours : the elusive quest for peace and stability in the Sudans », *L'Institut Nord-Sud*, Ottawa, 2011.

Anca Hermina Paducel et Jennifer Erin Salahub

« Gender Equality and Fragile States Policies and Programming: A Comparative Study of the OECD/DAC and Six OECD Donors », *L'Institut Nord-Sud*, Ottawa, 2011.

LIVRES

David Gillies (éd.).

Elections in Dangerous Places: Democracy and the Paradoxes of Peacebuilding, McGill-Queen's University Press, Montréal & Kingston, 2011.

Jennifer Erin Salahub (éd.).

African Women on the Thin Blue Line: Gender-Sensitive Police Reform in Liberia and Southern Sudan, L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

COMMUNICATIONS

David Gillies

« Development challenges in Southern Sudan », communication présentée à un atelier commandité par MAECI à l'Université McGill sur le thème « Making Sense of Sudan's Impending Partition », Montréal, mars 2011.

ACTIVITÉS

Lancement du livre « Elections in Dangerous Places: Democracy and the Paradoxes of Peacebuilding »

Washington, 25 octobre 2011

L'INS et la Dotation Carnegie pour la paix internationale ont organisé le lancement du livre « Elections in Dangerous Places: Democracy and the Paradoxes of Peacebuilding » de l'INS, dont David Gillies est l'éditeur. Le lancement, qui a eu place au siège de la Dotation Carnegie à Washington comprenait une tribune de discussion avec Susanne Mueller, Benjamin Reilly et Francesc Vendrell, trois des auteurs ayant contribué au livre. Les discussions étaient animées par Thomas Carothers, de la Dotation Carnegie.

Lancement du livre « The Future of Security Sector Reform »

Ottawa, 3 mars 2011

L'INS et le Centre for International Governance Innovation (CIGI) ont organisé le lancement du livre « The Future of Security Sector Reform », dont Mark Sedra est l'éditeur (CIGI, 2010) et qui comporte un chapitre écrit par Jennifer Erin Salahub et Krista Nerland, « Just Add Gender? Challenges to Meaningful Integration of Gender in SSR Policy and Practice ».

Conférence : « At the Margins of SSR: Gender and Informal Justice »

Ottawa, 23 septembre 2010

L'INS et CIGI ont organisé à Ottawa une conférence intitulée « At the Margins of Security Sector Reform: Gender and Informal Justice ». Cette conférence avait pour but de sensibiliser les gens à deux domaines de la RSS qui, bien que de plus en plus importants, ont généralement été négligés. Des femmes policières et des chercheurs du Libéria et du Soudan du Sud se sont joints par vidéo conférences aux participants, dont des représentants des universités locales, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Service correctionnel Canada, du ministère de la Justice, d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI), de Sécurité publique Canada et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Gouvernance des ressources naturelles

Le Canada est l'un des plus grands investisseurs mondiaux dans les ressources naturelles, plus particulièrement dans le secteur de l'extraction. Plus de 75 % des sociétés minières et d'exploration y sont basées et le pays est l'un des principaux investisseurs dans le secteur des ressources naturelles en Afrique.

La gouvernance des ressources naturelles est en train de devenir une source de débats et de dissonances politiques au niveau mondial, avec des conséquences majeures pour les pays en développement. Dans les années à venir, les liens économiques Sud-Sud changeront le visage de la mondialisation, le changement climatique et la désertification intensifieront les événements climatiques extrêmes et les ressources en eau et en terrains deviendront de plus en plus rare, surtout dans les pays à faible revenu, la nouvelle classe moyenne émergente dans le monde augmentant la demande de ressources. Les conflits et la violence qui vont de pair avec l'exploitation des ressources naturelles continueront d'augmenter.

En réponse à ces tendances mondiales, plusieurs initiatives internationales ont vu le jour en 2011, visant toutes une approche plus systémique et un sens accru de l'ordre dans la gouvernance des ressources naturelles.

Le programme Gouvernance des ressources naturelles est conçu pour étudier divers enjeux qui influent sur l'exploitation des ressources naturelles sur le continent africain :

1. Le rôle et l'impact des puissances émergentes en Afrique
2. Les contributions du développement par le secteur privé à l'exploitation des ressources naturelles en Afrique
3. RSE : Nécessaire mais pas suffisante
4. Les conflits et les ressources naturelles en Afrique
5. La gouvernance transnationale des ressources naturelles

6. Symposium sur la gouvernance canadienne du secteur de l'extraction et de la gouvernance des ressources naturelles dans le monde

Avec plus de dix ans d'expérience de la recherche sur la gouvernance des ressources naturelles et sur les questions de consentement préalable libre et informé (CPLI) au Canada et en Amérique latine, l'INS a un avantage comparatif en ce sens qu'il est en mesure d'appliquer son savoir-faire et son expérience au contexte africain. Par rapport aux autres institutions canadiennes, l'INS est particulièrement bien intégré avec les autres grandes initiatives mondiales consacrées à la gouvernance et à l'extraction des ressources, y compris la Natural Resource Charter de l'Université d'Oxford, l'African Union (AU) Mining Vision et les travaux de la Banque mondiale et de l'Institut de la Banque mondiale sur le secteur de l'extraction. L'INS a ainsi été invité à participer en 2011 à la conférence ministérielle sur les mines et l'énergie de l'Union Africaine et à être le partenaire de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies pour sa conférence annuelle.

Enfin, l'INS a forgé un vaste éventail de partenariats avec des institutions africaines qui seront des partenaires de recherche chargés de la mise en œuvre sur le terrain, entre autres l'Africa Institute of South Africa (AISA), le South African Institute of International Affairs (SAIIA), l'Institut d'études de sécurité (ISS), la CEA et le Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (AERC) ainsi que l'African Centre for Economic Transformation (ACET) et le Centre for the Study of Economies of Africa (CSEA).

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Hany Besada

Chercheur principal et chef de thème

Viviane Weitzner

Chercheuse principale

Shishir Shahnawaz

Chercheur

(à compter de novembre 2011)

Meaghen Simms

Chercheuse

Réalisations

NOTES D'ANALYSE

Viviane Weitzner

« A House undermined: Transforming relations between mining companies and indigenous peoples in the Americas », 2011.

ARTICLES D'OPINION

Hany Besada et Philip Martin

« Governing natural resource in post-Qaddafi Libya », Embassy Newsweekly, Hurriyet Daily News, Korea Times et Tripoli Post, 8 novembre 2011.

Hany Besada et April Yazini

« South Sudan: An uncertain future », National Post, Times of Nigeria et New Vision, 1er février 2011.

Joe K. Ingram et Hany Besada

« Canada can't abandon its international role », Diplomat & International Magazine, printemps 2011.

ARTICLES

Hany Besada

« Madagascar: Country Report », Bertelsmann-Stiftung-Transformation Index BTI, 2011.

Hany Besada

« Zimbabwe's recovery path: A conceptual framework » dans Hany Besada (éd.). Zimbabwe: Picking Up the Pieces, Palgrave, New York, 2011.

Hany Besada et Ariane Goetz

« Land grab in Southern Africa: Challenges for good governance », dans Ben Chigara (éd.). Southern Africa Development Community Land Issues: A New, Sustainable Land Relations Policy, Routledge, Londres, 2011.

José De Echave C

« Guests at the big table? Growth of the extractive sector, indigenous/peasant participation in multi-partite processes, and the Canadian presence in Peru », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Ginger Gibson et Meaghen Simms

« Negotiating impact and benefit agreements: A practical guide for indigenous peoples in Guyana », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Ariane Goetz et Hany Besada

« Role of the private sector in Sierra Leone's reconstruction efforts », Journal of Peacebuilding and Development, American University, Washington D.C., 2011. Également publié par l'African Institute of South Africa, 2011.

Anetta Markussen-Brown et Meaghen Simms

« Environmental and social impact assessments: A practical guide for indigenous peoples in Guyana », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

Mengsteab Tesfayohannes et Hany Besada

« Economic integration as a contribution to peace, stability and progress in the Horn of Africa », Journal of African Policy Studies, 15.1, 2011, p. 31-55.

Viviane Weitzner

« Tipping the power balance: Making free, prior and informed consent work », L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 2011.

COMMUNICATIONS

Hany Besada

« Areas that need to be strengthened in the AU Natural Resource Charter », communication présentée à la 2e Conférence annuelle des ministres responsables de la mise en valeur des ressources minérales de l'UA à Addis-Ababa, Éthiopie, décembre 2011.

Joe Ingram et Hany Besada

« Dealing with the role of 'home governments', 'international financial centers', and 'extractive companies' », communication présentée au 3e atelier annuel de la Charte sur les ressources naturelles intitulé « Tailoring the Charter to Country Contexts » à l'Université d'Oxford, juin 2011.

Rapport canadien sur le développement

Au Canada, près de la moitié de l'aide officielle au développement est allouée par des voies multilatérales : divers organismes des Nations Unies, institutions financières internationales et « fonds verticaux » comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Canada a toujours été parmi les bailleurs de fonds les plus actifs et déterminés des organismes de coopération multilatérale.

Les crises financières et alimentaires actuelles, le manque de ressources – surtout l'eau et les terrains – et les défis associés au changement climatique démontrent l'importance cruciale des organismes multilatéraux pour s'attaquer à des problèmes mondiaux nécessitant des efforts collectifs et coopératifs de la part de toutes les nations. Pourtant, la scène internationale est en train de changer. De nouveaux acteurs (ré-)émergent, comme les BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et le secteur privé, ce qui présente de nouveaux défis et possibilités pour la coopération multilatérale pour le développement. Pour soutenir ce mouvement, il y a une architecture de l'aide internationale qui est souvent critiquée parce qu'elle n'est pas assez représentative, trop dispersée, avec trop de chevauchements et pas assez de cohérence pour composer avec l'évolution de la situation économique et politique mondiale. On fait de plus en plus pression sur les agences de développement pour qu'elles fassent preuve de leur efficacité.

En juin 2011, le Forum d'Ottawa de l'INS sur la coopération multilatérale pour le développement (organisé par Hany Besada et Shannon Kindornay, chercheurs à l'INS) a réuni plus de 220 participants, dont 40 spécialistes canadiens et étrangers, pour déterminer comment les acteurs du développement multilatéral pourraient mieux servir les populations pauvres compte tenu de l'évolution de l'ordre mondial. Des spécialistes respectés, des représentants des principaux ministères et organismes gouvernementaux, des analystes des pays en développement et des membres de la société civile ont présenté leurs opinions.

Les idées pertinentes partagées à la conférence ont été regroupées dans « le Rapport canadien sur le développement 2011 » (RCD), la publication phare de l'INS. Édité par Hany Besada and Shannon Kindornay, chercheurs à l'Institut, le RCD comporte cinq chapitres basés sur les principales communications présentées à la conférence. Il contient également une analyse statistique des contributions canadiennes aux institutions multilatérales. Le Canada a distribué environ 5,1 milliards de dollars en aide extérieure en 2009-10, dont à peu près 1,2 milliard de dollars à des organisations multilatérales. Un ouvrage revu par un comité de lecture sera également publié par Palgrave MacMillan à l'automne 2012. Il inclura un certain nombre des articles préparés pour la conférence qui n'ont pas été inclus dans le RCD.



NU photo - Martine Perret - Timor Leste - 23 avril 2009



Renseignements financiers

État de la situation financière (au 31 décembre 2011)

2011 (\$)

2010 (\$)

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Cash	-	6 891
Short-term investments (at cost which approximates market value)	204 175	458,280
Accounts receivable	50 161	57 073
Projects contributions receivable	254 181	114 515
Prepaid expenses	10 731	7 096

519 248 **643 855**

IMMOBILISATIONS

124 404 176 922

PLACEMENTS DU FONDS DE RÉSERVE STRATÉGIQUE

700 000 700 000

1 343 652 **1 520 777**

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Dettes bancaires	35 160	-
Comptes à payer et frais courus	112 141	283 478
Subventions reportées des projets	486 523	358 052
	633 824	641 530

ACTIF

Actif net investi en immobilisations	124 404	176 922
Actif net affecté aux activités du Fonds de réserve stratégique	700 000	700 000
Actif net non affecté	(114 576)	2 325

709 828 **879 247**

1 343 652 **1 520 777**

État des opérations

(Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011)

2011 (\$)

2010 (\$)

REVENUS

REVENU GÉNÉRAL

Subvention ACDI	1 290 000	1 331 086
Subvention CRDI	87 277	248 130
Dons	11 331	34 546
Ventes de livres	1 794	3 635
Revenu de placements	46 041	50 955
Revenus divers	65 884	3 529

1 502 327 **1 658 881**

REVENU DES PROJETS

Honoraires gagnés	545 473	687 519
Autres revenus des projets	464 693	986 369

1 010 166 **1 673 888**

Revenus total

2 512 493 **3 332 769**

DÉPENSES

Salaires et charge sociale	1 617 890	1 673 920
Loyer	206 152	184 600
Administration	180 017	264 424
Dépenses générales du programme de recherches	19 342	21 417
Dépenses générales du programme de communications	12 676	4 977
Amortissement	68 692	51 229
Dépenses directes des projets	577 143	1 150 951

Dépenses totales

2 681 912 **3 351 518**

Insuffisance des revenus sur les dépenses

(169 419) **(18 749)**

PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS 2011



Canadian
International
Development
Agency

Agence
canadienne de
développement
international

COMMANDITAIRES DES PROJETS

